

Le travail à la une¹

Jean-Marie Harribey

Politis, n° 930, 14 décembre 2006

Dans les semaines à venir, beaucoup de gens « bien intentionnés » rivaliseront d'ardeur dans la promotion du travail. Les deux nominés pour la présidence d'abord, avec les mêmes accents pour « revaloriser le travail ». Et tous les économistes libéraux, avoués et cyniques ou honteux mais ralliés, dont un bel échantillon est regroupé dans le « Cercle des économistes » qui vient de publier un livre où il décrit ce que doit faire la gauche pour imiter la droite².

Pourquoi se pencher sur le sort du travail après l'avoir précarisé ? Parce que ses pires adversaires ont tout de même compris que, sans travail, pas de valeur pour grossir le capital. Et comme il s'agit d'accomplir la mutation mondiale du capitalisme définie par « la valeur pour l'actionnaire », ce qui implique la baisse relative des salaires, le remède prescrit aux salariés par l'ordonnance libérale est : « travaillez davantage et plus longtemps, vous n'aurez plus de souci pour votre pouvoir d'achat ni pour votre retraite ».

Ainsi, les libéraux reconnaissent implicitement ce qu'aucun livre d'économie bien-pensant n'admet : seul le travail produit de la valeur nouvelle, ainsi que le dit la vieille théorie de la valeur-travail (avec un trait d'union) pour dénoncer l'appropriation de la plus-value par les propriétaires du capital. Point trop d'audace cependant. Sarkozy a cette formule qui ne veut strictement rien dire tant qu'on ne met pas en relation les deux termes : « C'est le travail qui crée le travail. Comme c'est la richesse qui crée la richesse. »³ Et le travail, auquel on arrache ses droits, sa protection sociale et dont on rabaisse la rémunération, est entouré d'une nouvelle sollicitude en glosant sur la « valeur travail » (sans trait d'union). Joli coup : « travaillez, prenez de la peine, c'est le fonds qui vous manquera toujours le plus », et « le travail au fronton des mairies, car c'est une valeur ».

La supercherie est de considérer désormais intangible le haut niveau de rémunération du capital (Cercle des économistes, p. 19, 20, 26, 27), et trop élevé le salaire minimum (p. 24, 50), tout en vantant les mérites de la prime pour l'emploi (p. 63, 97). Le « Cercle » ne s'étend pas outre mesure sur l'incohérence qu'il pointe lui-même (p. 238) entre le nombre d'emplois d'un côté et l'élévation de l'âge de la retraite et l'allongement de la durée du travail qu'il prône de l'autre (p. 20, 30, 70). Il obtiendra sûrement un satisfecit de la part de l'OCDE qui ne cesse de dénoncer les aides aux chômeurs qui « créent le chômage ».

Une autre supercherie consiste à jouer sur l'ambivalence du travail : processus d'exploitation et d'aliénation, mais aussi facteur d'intégration et de reconnaissance sociales. Autrement dit, faire passer la pilule du premier aspect grâce au second, en promettant de surcroît une meilleure rémunération, provenant non d'une élévation du salaire de base – qui diminuerait le taux de profit – mais d'une augmentation du nombre d'heures ou d'années travaillées, tandis que les stock-options sont déclarées « fondamentalement de gauche » (p. 98) et que, suprême ânerie, la capitalisation peut « compléter » la retraite par répartition (p. 71).

Toutes ces élucubrations, qui portent un nom savant, le *workfare*, sont utiles pour, *a contrario*, cerner les enjeux et définir ce que serait une politique du travail et de l'emploi aux antipodes de celle du capitalisme néolibéral. Notamment pour clarifier un point qui fait débat

¹ . *Politis* a titré « Le travail en vedette ».

² . Cercle des économistes, *Politique économique de droite, Politique économique de gauche*, Paris, Perrin, 2006.

³ . N. Sarkozy, « Pour la France du travail », Discours à Agen, 22 juin 2006, <http://www.lesechos.fr/medias/2006/0622//200077940.pdf>.

au sein du mouvement social. Faut-il garantir un revenu à tout demandeur d'emploi dans le cadre d'une politique visant au plein emploi (par la RTT et des emplois socialement utiles), ou faut-il que ce revenu soit versé en dehors d'une politique de plein emploi, voire alternativement à celle-ci ? Il ne peut exister que deux formes de validation collective de la création et de la distribution de revenus *monétaires*. Soit par le marché lorsqu'il y a vente des marchandises produites par le travail. Soit par décision publique, qui peut intervenir au niveau de l'Etat et aussi dans un cadre plus local ou associatif, pour que des travailleurs produisent de l'éducation, des soins, de la justice ou tout autre service. Il n'y a donc pas de revenus possibles hors de toute validation collective du travail social. Un «revenu garanti» n'échapperait pas à cette loi, de telle sorte que soit accepté l'impôt chargé d'en socialiser le paiement. Il faut donc assortir la garantie du revenu d'une coordination non marchande, c'est-à-dire confier à des institutions (collectivités, associations) le soin de valider l'activité « autonome » de son bénéficiaire qui ne peut être un atome isolé. La faille commune aux libéraux et aux partisans du revenu d'existence est de ne pas voir que la monnaie, institution sociale, est le point de passage du travail au lien social. La monnaie est du travail social.